

LE MO CHAQUE VOTE COMPTE!

LE MONDE OUVRIER ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2015



FTQ



Des scientifiques employés du gouvernement fédéral ont manifesté le mardi 19 mai 2015 pour réclamer le droit de discuter de leurs recherches sur la scène internationale et avec les médias.

Engagez-vous!

Prenez le temps de contribuer au changement! Nous sommes à la recherche de personnes bénévoles dans différentes circonscriptions.

Notre objectif est de parler au plus grand nombre de nos concitoyens et concitoyennes de l'importance d'aller voter le 19 octobre prochain pour qu'un changement de gouvernement ait lieu. Si vous êtes d'accord avec cet objectif, engagez-vous!

Une formation est disponible pour vous soutenir dans votre implication.

Pour en savoir plus:
Robert Emond,
514 916-4113 ou remond@ftq.qc.ca

LETTRE AUX MEMBRES DE LA FTQ

Votre vote le plus important de la décennie

Une fois n'est pas coutume, nous adressons cette lettre aux plus de 600 000 membres de la FTQ. Des élections fédérales auront lieu en octobre prochain et nous pensons que ce sera votre vote le plus important de la décennie. Pourquoi?

Il y a près de dix ans, lorsque Stephen Harper est devenu premier ministre du Canada, il avait annoncé que lorsqu'il en aurait terminé avec son programme, nous ne reconnaîtrions plus le Canada. On a eu tort de ne pas le croire sur parole!

Le bilan des années Harper que nous dressons dans ce feuillet spécial du *Monde ouvrier* est renversant. Il n'est pas exhaustif, mais il brosse le triste portrait d'un pays qui régresse.

Le Canada n'est plus un exemple pour le monde. Avant, il contribuait à la paix et à la création d'un monde meilleur. Aujourd'hui, il est militariste et sabote les ententes internationales pour le contrôle des armes. Avant, il était à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement climatique. Aujourd'hui, il déchire le protocole de Kyoto et subventionne l'industrie pétrolière des sables bitumineux, une des pires menaces au climat de la planète. Tout cela se fait en votre nom.

Le gouvernement Harper a miné la crédibilité de nos institutions démocratiques. Il s'en est pris à tous les groupes qui ne partagent pas sa vision du monde, syndicalistes, écologistes,

féministes... la liste est longue. Ne respectant pas l'esprit du Code du travail, il est intervenu à plusieurs occasions dans des négociations de convention collective afin de favoriser la partie patronale. Il a également adopté des lois ciblant spécifiquement les syndicats et favorisant les employeurs, ce qui nous porte à croire qu'il n'a pas et n'aura pas les intérêts des travailleurs et des travailleuses à cœur.

Au moment d'écrire ces lignes, les médias rapportent des choses jamais encore vues ou entendues au pays. Des scientifiques employés du gouvernement fédéral protestent dans la rue! S'estimant bâillonnés, ils ne peuvent même plus fréquenter les colloques scientifiques où ils échangent leurs connaissances. Des gouvernements protestent contre les coupes budgétaires à Radio-Canada. Vous avez bien lu: ce ne sont pas des syndicats qui protestent, ce sont les gouvernements du Québec et de l'Ontario! Ils soutiennent que Radio-Canada ne peut plus remplir le mandat que lui impose la Loi sur la radiodiffusion.

Il serait facile de faire des choix politiques qui nous ressemblent plus. Un seul des 65 avions F-35 que le gouvernement Harper nous oblige à acheter permettrait de créer 56 000 nouvelles places en garderie!

Continuité ou changement?

Le 19 octobre prochain, le jour du vote, vous devrez choisir entre la continuité ou le

changement. Après dix ans du régime Harper, une chose est claire à nos yeux: un changement est nécessaire si nous ne voulons pas laisser moins aux générations futures que ce que nos propres parents nous ont laissé.

La FTQ ne vous dira pas pour qui voter. Peut-être même que certaines choses vous plaisent dans le style ou les décisions habilement vendues par les ministres de Stephen Harper. Mais, si vous aimez des productions culturelles québécoises telles que *19-2* ou *Unité 9* ou si vous aimeriez avoir droit à des prestations d'assurance-emploi le jour où, par malchance, vous perdrez votre emploi, ne votez pas pour les conservateurs de Stephen Harper!

Le 19 octobre, chaque vote comptera, le vôtre, celui de votre voisin, de votre cousin... C'est pourquoi nous vous invitons à vous joindre à notre effort collectif pour inciter le plus grand nombre d'électeurs et d'électrices à participer à ce scrutin déterminant. Nous sommes convaincus que la très grande majorité des Québécois et des Québécoises ne partage pas les valeurs et la vision du monde de Stephen Harper.



Daniel Boyer
Président



Serge Cadieux
Secrétaire général

BILAN DES CONSERVATEURS DE

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR POUR VOTER SELON

Vous croyez que les conservateurs de Stephen Harper ont les valeurs à la bonne place ?

Nous votons tous pour élire des personnes qui partagent nos valeurs et notre vision de l'avenir. Depuis bientôt 10 ans, les conservateurs de Stephen Harper ont amplement démontré qu'ils ne partagent ni les valeurs ni la vision de l'avenir de la grande majorité des Québécois et des Québécoises. Voici un rappel de quelques faits qui mettent en évidence les valeurs des conservateurs et leur vision du monde.

Mépris du Parlement

Pour la première fois de notre histoire parlementaire, un premier ministre a fermé deux fois le Parlement (par « prorogation ») parce qu'il n'était pas d'accord avec les débats. Chaque année, il a eu recours au bâillon pour empêcher des débats, refusé de prendre en considération les résultats des comités parlementaires et changé des lois majeures sans consultations (par le biais de projets de loi budgétaires). Il a établi comme pratique courante le fait de refuser de répondre aux questions de l'opposition lors de la période des questions au Parlement.

Politique internationale désastreuse

Dix ans de gouvernement Harper auront suffi à ternir plus de cinquante ans de diplomatie canadienne au service de la paix entre les nations.

Les conservateurs se sont mis à dos la communauté internationale dans un grand nombre de dossiers (des négociations sur le climat à la ratification de la convention sur les peuples autochtones, en passant par les élections au Conseil de sécurité de l'ONU).

En 2008, ils ont saboté le processus de ratification de la convention internationale sur les armes à sous-munitions dont le but est de protéger les populations civiles. Faisant toujours passer les intérêts commerciaux avant les droits de la personne, ils ont encouragé l'exportation d'armement en refusant en 2013 de signer le Traité sur le commerce des armes.

En 2014, ils ont éliminé l'Agence canadienne de coopération internationale (ACDI) afin d'éliminer l'aide internationale destinée à la défense des droits de la personne. Après ces coupes à l'aide internationale, la majorité des organismes de coopération québécois sont en mauvaise posture et ont fait d'importantes mises à pied.

Antisindicalisme primaire

La vision que les conservateurs de Harper ont des relations du travail ne correspond pas à ce qui est inscrit dans les lois du travail canadiennes. Il a donc fallu qu'ils les contournent et les modifient. Entre 2011 et 2012 seulement, les conservateurs sont intervenus cinq fois pour mettre un terme à des négociations, pour forcer un retour au travail ou pour imposer une offre finale chez Postes Canada, Air Canada et CP Rail. C'est également ce qu'ils ont fait en imposant une loi pour faciliter la désyndicalisation des employés de juridiction fédérale (C-525).

Puis en 2013, ils ont modifié les normes de santé et de sécurité pour réduire fortement la possibilité d'utiliser un droit de refus. Ils tentent actuellement de faire passer une loi (C-377) qui obligerait les syndicats à publier tous les détails de leurs finances d'une manière qui n'est exigée d'aucune autre association citoyenne (ex. les associations patronales). Le but caché de cette loi est d'empêcher les syndicats de financer leurs activités politiques de plaidoyer.

Éthique douteuse

Plusieurs scandales éthiques ont éclaboussé la décennie Harper. En 2011, le Parti conservateur a été reconnu coupable d'avoir utilisé un schéma de financement frauduleux (*in and out*) lui ayant permis de dépasser la limite de dépenses électorales pour plus de un million de dollars lors des élections de 2006. Le scandale des *robocalls* (appels automatisés visant à leurrer les électeurs) est également un précédent dans notre histoire parlementaire et aurait permis de fausser les résultats électoraux dans au moins sept circonscriptions lors des élections de 2011.

Radio-Canada et l'information sous attaque

Le gouvernement Harper a savamment mis en place de nombreux obstacles au travail d'enquête des journalistes (caviardage des documents officiels, interdiction faite aux fonctionnaires fédéraux de parler aux journalistes, centralisation des communications gouvernementales, etc.). Ils s'en sont pris directement aux journalistes du seul média d'information public: Radio-Canada. La société d'État a eu à subir des compressions budgétaires de l'ordre d'un demi milliard de dollars depuis l'arrivée des conservateurs et la suppression de plus de 3000 postes. Ces compressions ont bouleversé la programmation: des productions de grande qualité en information et divertissement, faites par nous, pour nous, pourraient disparaître bientôt. La sauvegarde du diffuseur public sera un enjeu électoral de première importance.

Intimider les opposants

Les conservateurs de Harper se sont attaqués à tous les groupes qui ne partagent pas leur vision de la société: les syndicats, le mouvement féministe, les journalistes, les Premières Nations, les groupes environnementalistes, les ONG de coopération internationale, les organismes d'éducation populaire, etc. Pour s'assurer que ces voix dissidentes soient étouffées, les conservateurs ont tout simplement aboli leur financement.

En 2015, ils ont forcé l'adoption du projet de loi C-51 qui permettra aux services secrets canadiens de surveiller et même de saboter les activités de n'importe quel groupe citoyen qui, pour protester, aurait recours à une forme ou une autre de désobéissance civile.

Des dizaines de personnes réputées pour leur neutralité ont été attaquées dans leur crédibilité ou forcées de démissionner simplement parce qu'elles n'étaient pas d'accord avec Stephen Harper. On pense, par exemple, à Kevin Page, directeur parlementaire du budget qui a dû quitter son poste en 2013 en raison de ses analyses qui ont fait la lumière sur les mensonges budgétaires des conservateurs dans le dossier des avions de combat F-35 et sur l'impact réel du passage de 65 à 67 ans de l'accès à la Sécurité de la vieillesse. Autre exemple: Scott Vaughan, commissaire à l'environnement et au développement durable, qui a démissionné aussi en 2013 après avoir déposé des rapports très critiques sur les politiques économiques du gouvernement Harper dans lesquels il a, notamment, prédit le risque d'accidents ferroviaires de chargements de pétrole comme celui de Lac-Mégantic.

Pas d'équité pour les femmes

Les conservateurs n'ont jamais été de fervents défenseurs des droits des femmes, mais le gouvernement Harper a un triste bilan à cet égard. Voici quelques exemples de son attitude généralement opposée à la promotion des droits, de l'équité et de la santé des femmes :

- ▼ Non seulement a-t-il rejeté les recommandations du groupe de travail fédéral sur l'équité salariale qui avait atteint un consensus national, mais il a été jusqu'à nier que le droit à l'équité salariale est un droit fondamental reconnu par la Charte des droits et libertés de la personne. Il a adopté une loi qui interdit les réclamations au sujet de l'équité devant la Commission des relations de travail.
- ▼ Il refuse une enquête nationale sur les meurtres de femmes autochtones et a coupé le financement des groupes qui s'occupent de cette tragédie.
- ▼ Il a annulé l'entente fédérale-provinciale sur les services de garde qui aurait permis de financer le réseau québécois de services de garde.
- ▼ Il a fermé les bureaux régionaux de Condition féminine Canada et coupé le financement des groupes de femmes.

Sabotage du protocole de Kyoto

À l'examen de son bilan en matière d'environnement, il semble que le gouvernement conservateur a fait tout ce qui était en son pouvoir pour saboter les avancées du Canada en matière de protection de l'environnement. Par exemple, il a :

- ▼ torpillé les négociations du protocole de Kyoto sur les changements climatiques;
- ▼ coupé le financement des programmes d'efficacité énergétique;
- ▼ réduit agressivement (18%) le budget scientifique d'Environnement Canada;
- ▼ diminué les fonds alloués à la recherche sur les impacts des changements climatiques;
- ▼ diminué la portée de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale, de la Loi sur les pêches et de la Loi sur les espèces en péril.

STEPHEN HARPER (2006-2015)

VOS VALEURS ET VOTRE VISION DE L'AVENIR

Sabotage de la recherche scientifique

Saviez-vous qu'en 2008 Stephen Harper a nommé un créationniste, Gary Goodyear, comme ministre d'État pour les Sciences et la Technologie? Les conservateurs ne s'intéressent pas à la science qui n'a pas de retombées commerciales et encore moins à celle qui contredit leur position favorable à l'industrie pétrolière:

- ▼ licenciement de plus de 2000 scientifiques travaillant pour le gouvernement fédéral depuis 2009;
- ▼ fermeture de près de 200 centres de recherche scientifique et d'institutions gouvernementales chargés de la surveillance et du contrôle, notamment en ce qui concerne la salubrité des aliments;
- ▼ annulation de 492 études d'impact environnemental concernant plusieurs projets industriels, notamment ceux reliés à l'extraction des ressources naturelles;
- ▼ fermeture de 7 des 11 bibliothèques du ministère des Pêches et Océans.

Injustice pour les Premières Nations

Ce n'est pas un hasard si le mouvement de contestation *Idle No More* est né pendant les années Harper. La liste des disputes entre ce gouvernement et les Premières Nations est longue puisque ce gouvernement a :

- ▼ déchiré l'Accord historique de Kelowna signé par le gouvernement de Paul Martin qui traçait une voie nouvelle dans les relations avec les Premières Nations;
- ▼ refusé d'enquêter sur le phénomène de la disparition de plus de 3000 femmes autochtones;
- ▼ réduit le contrôle des Premières Nations sur leurs propres programmes d'éducation scolaire;
- ▼ réduit le financement des organismes d'intérêt public pour les Premières Nations (santé, éducation, statistiques, femmes autochtones, etc.).

Pas de citoyenneté = pas de dignité

En 2012, la Commission des droits de la personne a critiqué le bilan des conservateurs au sujet des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés (aides familiales, les travailleurs agricoles migrants). Elle a conclu qu'ils sont victimes de discrimination systémique.

Le gouvernement Harper a aussi coupé le financement du Programme fédéral de santé intérimaire (PFSI), qui couvre les soins de santé de base pour les réfugiés et les demandeurs d'asile, de telle manière qu'une juge a statué en 2014 que cela constituait un « traitement cruel et inusité » contraire à la Charte canadienne des droits et libertés. Le gouvernement a néanmoins décidé d'en appeler de ce jugement.

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR POUR VOTER POUR VOTRE SÉCURITÉ ET CELLE DE VOS PROCHES

Vous croyez que les conservateurs de Stephen Harper s'occupent de votre sécurité?

Même si c'est un problème auquel il faut s'attaquer, nous ne croyons pas que le terrorisme figure dans vos priorités lorsqu'il s'agit de votre sécurité et de celle de vos proches. D'ailleurs, saviez-vous que vous avez 4 fois plus de risques de mourir d'un accident du travail que d'un assassinat? Et saviez-vous que 22 personnes sont décédées des suites d'une intoxication alimentaire en Ontario depuis que le gouvernement Harper a coupé des fonds à l'Agence canadienne d'inspection des aliments?

Élimination du registre des armes à feu

Non seulement le gouvernement de Stephen Harper a délibérément éliminé le registre canadien des armes à feu qui était utilisé par tous les corps de police d'un océan à l'autre, entre autres pour prévenir l'utilisation criminelle, mais il a poussé l'odieuse jusqu'à empêcher que les données puissent être utilisées par le Québec alors que l'ensemble des institutions les réclamaient.

Plus de chômeurs sans chômage

Votre sécurité dépend plus de l'existence d'un filet de sécurité sociale que de la guerre contre le terrorisme. Malheureusement, avec la réforme de l'assurance-emploi imposée en 2013, le gouvernement de Stephen Harper déstabilise l'économie des régions et en réduit encore l'accès. L'effet concret de cette réforme a été de restreindre l'accès pour les « prestataires fréquents », constitués à 80% des travailleuses et travailleurs des industries saisonnières, dont 40% proviennent du Québec et 27% des Maritimes. Désormais, près de 60% des personnes qui perdent leur emploi n'ont plus accès aux prestations de chômage.

En plus, les nouvelles règles font en sorte que les trois quarts des prestataires doivent, après six semaines de chômage, accepter un emploi différent de leur occupation habituelle, avec une rémunération de 20 à 30% inférieure. Toute personne au chômage est maintenant tenue d'accepter un emploi situé jusqu'à une heure de son domicile.

La réduction du personnel de l'assurance-emploi crée des retards importants dans le traitement des dossiers. Sans compter qu'une véritable chasse aux fraudeurs a été lancée, et que les fonctionnaires doivent atteindre des quotas de prestations à couper.

Le pire est que le gouvernement fédéral ne verse pas d'argent dans ce régime qui est financé par les employeurs, les travailleurs et les travailleuses. Par contre, il s'est régulièrement approprié les surplus de caisse qui ont été générés par la restriction des services et des prestations. Au lieu de s'assurer que toutes les personnes au chômage aient accès à l'assurance-emploi, il utilise les surplus pour éponger son propre déficit budgétaire.

Moins de sécurité dans votre assiette

En 2008, 22 personnes sont mortes après avoir consommé des produits infectés par la listériose dans une des usines de Maple Leaf. Un rapport indépendant sur cette tragédie a conclu qu'il n'y avait pas assez d'inspecteurs pour faire le travail et que l'autoréglementation par les entreprises privées ne fonctionne pas.

Alors qu'un gouvernement responsable aurait immédiatement agi pour assurer le bien-être de la population, les conservateurs ont maintenu leur orientation idéologique: moins d'inspecteurs, plus de liberté aux entreprises. Ainsi, depuis 2012, plus de 100 inspecteurs et inspectrices en salubrité alimentaire ont perdu leur emploi, alors que leur nombre est inférieur au minimum prévu par les normes en vigueur.

La crise de la listériose de 2008 illustre, de manière tragique, l'impact des coupes des conservateurs. En limitant les ressources en inspection des aliments et en confiant une partie de ces responsabilités à l'entreprise privée (autoréglementation), les conservateurs nous mettent tous en danger.

Moins de sécurité dans les transports

Dans l'accident ferroviaire de Lac-Mégantic, 47 personnes sont mortes parce que le gouvernement fédéral a coupé de manière aveugle dans la sécurité ferroviaire.

Au cours des dernières années, l'exploitation du pétrole de l'Ouest a fait monter en flèche le nombre de wagons-citernes en circulation au Québec. Un gouvernement responsable aurait renforcé la sécurité ferroviaire, mais les conservateurs ont fait l'inverse. Ils ont réduit les budgets de la sécurité ferroviaire de 20% entre 2010 et 2014. Il y a maintenant un seul inspecteur tous les 450 kilomètres de voie ferrée, ce qui est nettement insuffisant pour assurer la sécurité des populations, des usagers et des travailleurs et travailleuses du rail.

À la suite de l'accident de Lac-Mégantic, le Bureau de la sécurité des transports du Canada a conclu que les inspections des compagnies ferroviaires effectuées par Transports Canada n'étaient pas assez fréquentes et pas assez poussées.

En 2012, le Vérificateur général du Canada a rapporté que 70% des compagnies aériennes au pays n'avaient pas fait l'objet d'une inspection l'année précédente bien que les normes nationales indiquent qu'elles devraient l'être chaque année. Faute de ressources, l'objectif d'une inspection annuelle par compagnie aérienne a été abandonné en 2012. L'intervalle entre deux inspections varie désormais selon l'entreprise et peut aller jusqu'à cinq ans. Transports Canada reconnaît qu'il manque environ 100 inspecteurs et inspectrices de l'aviation civile.

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR POUR VOTER POUR UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE

Vous croyez que les conservateurs de Stephen Harper savent quoi faire pour améliorer l'économie et vos conditions de vie?

Pensez-y bien! Leur vision de l'économie a nui à la qualité de vie des travailleurs et travailleuses de la classe moyenne. Ils ont coupé sévèrement dans les services à la population, tout en faisant des cadeaux fiscaux inutiles aux mieux nantis et en augmentant les dépenses militaires. Ils ont subventionné l'industrie automobile de l'Ontario, le pétrole de l'Alberta, tandis qu'ils laissaient tomber le manufacturier et la forêt québécoise. Dix ans plus tard, ils n'ont toujours pas de stratégie de développement économique autre que de signer des accords de commerce qui fragilisent nos services publics et permettent à des multinationales de poursuivre nos gouvernements devant des tribunaux étrangers.

Couper des emplois et des services

Le cadre financier du gouvernement conservateur prévoit l'abolition de 8900 emplois dans les services publics fédéraux d'ici 2017. Il en avait déjà coupé 26 000 entre 2011 et 2014.

On ne compte plus les services fédéraux dans lesquels les retards administratifs créent des embouteillages de dossiers. C'est le cas en particulier dans les services s'adressant aux personnes en situation difficile, par exemple pour les demandeurs d'asile, les immigrants et les personnes au chômage.

Dès leur arrivée au pouvoir, les conservateurs ont déchiré l'Accord sur la santé entre le gouvernement fédéral et les provinces pour pouvoir imposer un nouveau calcul des transferts fédéraux en matière de santé qui équivaut à des compressions de 36 milliards de dollars sur 10 ans.

De l'électorisme à même les fonds publics

On ne compte plus les fois où les députés conservateurs ont utilisé les fonds publics pour favoriser des projets dans leurs circonscriptions électorales. Par exemple, en 2010, le ministre de l'Industrie Tony Clement a profité d'un fonds discrétionnaire de 50 millions de dollars versés dans sa circonscription en marge du sommet du G8.

Les décisions économiques du gouvernement Harper apparaissent très souvent doublées d'un savant calcul électoral dont le Québec ne sort pas gagnant. Couper les prestations de chômage dans les industries saisonnières affecte particulièrement le Québec et les Maritimes. Le gouvernement Harper subventionne l'industrie pétrolière albertaine qui n'en a pas besoin. Il a aussi investi plus de 14 milliards de dollars dans l'industrie automobile ontarienne contre quelque 100 millions dans la revitalisation de l'industrie forestière au Québec.

Les conservateurs travaillent dans l'intérêt des entreprises

Depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, le taux d'imposition des entreprises est passé de 21% à 15%. Vous pensez peut-être que c'est une bonne nouvelle pour l'économie et la création d'emplois. Malheureusement, en échange de ce cadeau, les entreprises n'ont pas réinvesti pour moderniser leurs équipements, augmenter leur productivité ou créer des emplois.

La réduction du taux d'imposition des entreprises n'a servi qu'à enrichir les actionnaires, augmenter les salaires des dirigeants d'entreprises et accumuler des milliards de dollars de liquidités. Selon certaines estimations, la surépargne des entreprises s'élève à plus de 600 milliards de dollars au Canada (en 2013).

Pire encore, la réduction de la contribution fiscale des entreprises prive le gouvernement fédéral de plusieurs milliards de dollars. Tout cet argent qui dort dans les coffres des entreprises ne sert pas à mieux financer les services à la population.

Les retraités défavorisés

Plus de 11 millions de Canadiens et Canadiennes n'ont pas de régime de retraite au travail, moins du quart cotise à un REER. La moitié des baby-boomers de la classe moyenne n'a pas droit à une retraite décente, et ce problème s'aggravera de génération en génération. C'est incontestable: il y a une crise de la retraite au Canada. Cette crise touche les femmes plus durement, puisque seulement 58% des aînées touchent une rente d'un régime de retraite au travail, du Régime de pensions du Canada (RPC) ou de la Régie des rentes du Québec (RRQ), contre 70% des hommes.

On pourrait doubler les prestations du RPC et de la RRQ en augmentant légèrement et graduellement les cotisations des employeurs et des employés. Mais les conservateurs ont non seulement refusé de bonifier le RPC, mais ils ont fait passer l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse et au Supplément de revenu garanti de 65 à 67 ans, ce qui force les aînés à travailler plus longtemps et réduit leurs prestations de retraite.

Couper en santé, dépenses en armement

Depuis l'instauration du régime public d'assurance maladie de compétence provinciale, le gouvernement fédéral fait des transferts aux provinces pour aider au financement des soins de santé. Historiquement, ces transferts ont diminué et les provinces doivent assumer une plus grande part de la facture. Mais la réforme introduite en 2012 par les conservateurs porte un vrai coup dur au financement de la santé. Cette réforme explique en partie les difficultés du Québec à financer nos soins de santé. En limitant le taux de croissance des transferts en santé à la croissance du produit intérieur brut (avec un minimum de 3% par année), cette mesure coûtera 36 milliards de dollars aux provinces sur 10 ans.

Au même moment, on assiste à une augmentation des dépenses militaires canadiennes inégalée depuis la Seconde Guerre mondiale. Entre 2007-2008 et 2027-2028, 490 milliards de dollars y seront attribués, soit environ 24,5 milliards de dollars par année.

Le Québec assume environ 4,6 milliards de dollars par an de cette facture faramineuse, ce qui dépasse le déficit actuel du gouvernement du Québec!

Un seul des 65 avions F-35 que souhaite acquérir le gouvernement Harper représente:

- ▼ 56 000 nouvelles places en garderie;
- ▼ la construction de 6 800 logements sociaux au Québec.

Aider les riches à s'enrichir

Selon un sondage de l'Association canadienne de la paie, la moitié des Canadiens et Canadiennes vit d'une paie à l'autre. Cette proportion est environ des deux tiers pour les 18-29 ans.

De toute évidence, l'ajout d'un abri fiscal supplémentaire n'est d'aucune utilité pour la classe moyenne. C'est pourtant ce que font les conservateurs. Malgré les déficits budgétaires enregistrés pendant 7 années d'affilée, ils ont créé le compte d'épargne libre d'impôt (CELI) qui permet aux personnes riches qui ont atteint la limite de leur REER de mettre plus d'argent à l'abri de l'impôt. Puis, pour célébrer leur premier budget équilibré en 2015, ils ont doublé à 10 000\$ le plafond des CELI. Une mesure qui n'avantage que les plus riches.

Selon certaines estimations, cette mesure privera les gouvernements, autant fédéral que provincial, d'environ 40 milliards de dollars sur les prochaines décennies. Ce à quoi le ministre des Finances Joe Oliver a répondu: «J'entends qu'en 2080, on aura peut-être un problème. Eh bien, pourquoi ne laissons-nous pas à la petite-fille du premier ministre le soin de régler ce problème?» (Joe Oliver, *Le Devoir*, 23 avril 2015)

LA BAISSÉ D'IMPÔT POUR LES FAMILLES¹
DU GOUVERNEMENT HARPER
SEULEMENT 15% DES FAMILLES EN PROFITENT,
SOIT MOINS D'UNE FAMILLE SUR SIX.²



POUR DES MESURES FISCALES QUI PROFITENT À TOUT LE MONDE
AUX PROCHAINES ÉLECTIONS, ARRÊTONS HARPER!

Ce même ministre vient d'instaurer une autre mesure qui favorisera les mieux nantis: le fractionnement du revenu entre conjoints qui s'adresse uniquement aux couples fortunés avec enfant. Cette mesure seulement coûtera 2,2 milliards de dollars en 2015 en impôts non perçus. De l'argent qui ne servira pas à mieux financer le système de santé ou à créer des emplois.